

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE BRANDEFERT

7 Rue des Métiers
35730 Pleurtuit

Références : 2026.120
Code AIOT : 0005502336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement CARRIERES DE BRANDEFERT implanté LE VAURIFFIER 22830 Plouasne. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a pour objectif de contrôler le respect des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 7 février 2024 et du 28 mars 2025 modifié.

Il est précisé que le délai fixé par l'arrêté de mise en demeure du 28 mars 2025 n'était pas échu à la date de l'inspection. Celle-ci a donc consisté à vérifier que les dispositions nécessaires à la mise en conformité étaient engagées par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE BRANDEFERT
- LE VAURIFFIER 22830 Plouasne
- Code AIOT : 0005502336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de roches massives est autorisée par arrêté préfectoral en date du 13 mai 2015.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Mesures de retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 3.2.5 et 3.2.6	Demande d'action corrective	30 jours
6	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 5.1.8	Demande d'action corrective	30 jours
8	VLE des eaux rejetées : Manganèse	AP de Mise en Demeure du 28/03/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation de la carrière	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Localisation des points de rejet	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Auto surveillance des tirs de mines	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	Tonnage des déchets admis	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure
7	VLE des eaux rejetées : MES	AP de Mise en Demeure du 28/03/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence que l'exploitant a engagé des actions significatives de mise en conformité, notamment à travers le dépôt de deux porter à connaissance visant à adapter les conditions d'exploitation de la carrière.

Ainsi, les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 7 février 2024 peuvent être levées.

Toutefois, plusieurs points appellent des compléments ou actions correctives :

- **la gestion des poussières**, avec des dépassements ponctuels nécessitant des investigations et la mise en œuvre de mesures de réduction ;
- **la mise à jour du plan de gestion des déchets inertes**, au regard des évolutions projetées ;
- **la justification de la conformité des rejets en manganèse**, le dispositif de traitement étant encore en phase d'optimisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation de la carrière

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation de la carrière
Prescription contrôlée : La S.A.S. Carrières de Brandefert dont le siège social est situé 7, rue des Métiers à PLEURUIT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives de type cornéennes et schistes tachetés sur la commune de PLOUASNE, au lieu-dit « Le Vauriffier », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois : <ul style="list-style-type: none">• les dispositions de l'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015 qui prévoient les parcelles autorisées au périmètre de l'installation et la renonciation d'une surface de 36 056 m² sur les parcelles cadastrées D 1006 et D 106 ;
Constats : L'exploitant a déposé en mai 2025 un dossier de porter à connaissance, conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement, visant à modifier les conditions d'exploiter de la carrière. Ce dossier prévoit notamment la régularisation du périmètre ICPE, avec : <ul style="list-style-type: none">• l'intégration des parcelles cadastrées D1006 et D110. Ces parcelles avaient été incluses dans le périmètre sollicité lors de la demande d'autorisation environnementale de 2015. Toutefois, le document d'urbanisme alors en vigueur ne permettait pas leur intégration au projet, celles-ci étant incompatibles avec le zonage applicable. Depuis, le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Dinan Agglomération a évolué et classe désormais ces parcelles en zone Nc (zone naturelle à vocation de carrière), rendant leur exploitation compatible avec le document d'urbanisme ;

- un ajustement des surfaces cadastrales à la suite d'un recollement.

La superficie totale du site est ainsi portée de 653 079 m² à 680 609 m².

Ces éléments permettent de répondre à la demande de régularisation prescrite par l'arrêté de mise en demeure du 7 février 2024, relative à la définition du périmètre autorisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En conséquence, il est proposé à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure relative à cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet

Prescription contrôlée :

La S.A.S. Carrières de Brandefert dont le siège social est situé 7, rue des Métiers à PLEURTUIT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives de type cornéennes et schistes tachetés sur la commune de PLOUASNE, au lieu-dit « Le Vauriffier », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois :

- les dispositions de l'article 4.3.5. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015 qui prévoient un seul point de rejet et différents bassins liés à la gestion des eaux issues de l'installation, en cessant tout rejet direct vers le milieu et revoyant la gestion des eaux au niveau de la zone de lavage des matériaux par la canalisation de ces eaux dans le réseau de collecte prévu, en mettant en place un merlon périphérique le long du cours d'eau et en retirant toutes les anciennes canalisations ;

Constats :

L'exploitant a transmis un plan actualisé de gestion des eaux de la carrière.

Il ressort que :

- la gestion des eaux issues de la plateforme de lavage des matériaux est organisée en circuit fermé.
- Les eaux du process après lavage des matériaux sont dirigées vers 4 bassins de décantation
- Des pompes assurent la recirculation des eaux vers l'installation de lavage des granulats.

Lors de l'inspection de terrain, il a été constaté :

- la présence d'un merlon périphérique le long du ruisseau, au droit de l'atelier, destiné à prévenir tout écoulement direct des eaux vers le milieu naturel ;
- la présence, à proximité de l'atelier, d'un bassin enterré équipé d'un dispositif de pompage (pompe vide-cave), permettant de récupérer les eaux éventuellement accumulées et de les renvoyer vers les bassins de décantation.

Ces aménagements traduisent la mise en place de dispositions visant à :

- **supprimer tout rejet direct vers le milieu naturel** au niveau de la zone de lavage ;
- **assurer une gestion en circuit fermé** des eaux de lavage des matériaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En conséquence, il est proposé à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure relative à cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Auto surveillance des tirs de mines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des tirs de mines

Prescription contrôlée :

La S.A.S. Carrières de Brandefert dont le siège social est situé 7, rue des Métiers à PLEURTUIT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives de type cornéennes et schistes tachetés sur la commune de PLOUASNE, au lieu-dit « Le Vauriffier », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois :

- les dispositions de l'article 11.2.7. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015 qui prévoient une mesure des vibrations et de l'onde de pression acoustique systématiquement à chaque tir de mines au niveau des lieux-dits prévus ou transmettre une demande de modification des conditions d'exploiter auprès du Préfet.

Constats :

Le dossier de porter à connaissance transmis en mai 2025 prévoit une adaptation des modalités de suivi des vibrations liées aux tirs de mines.

L'exploitant propose :

- **de maintenir une mesure à chaque tir,**
- **d'adapter le point de mesure en fonction de la localisation du tir,** en privilégiant le point correspondant à l'habitation la plus exposée.

Cette évolution vise à garantir une mesure plus représentative de l'exposition des tiers, en ciblant systématiquement la zone la plus sensible.

Lors de l'inspection, les résultats des mesures de vibrations réalisées en 2025 ont été examinés. Il en ressort que :

- les mesures ont été réalisées au niveau des points identifiés comme les plus exposés ;
- l'ensemble des tirs respecte le seuil de 7,5 mm/s ;
- les niveaux de surpression acoustique mesurés sont inférieurs aux valeurs réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
En conséquence, il est proposé à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure relative à cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Tonnage des déchets admis

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Tonnage des déchets admis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La S.A.S. Carrières de Brandefert dont le siège social est situé 7, rue des Métiers à PLEURTUIT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives de type cornéennes et schistes tachetés sur la commune de PLOUASNE, au lieu-dit « Le Vauriffier », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> les dispositions de l'article 5.1.10.2. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015 qui prévoient que la quantité maximale de déchets inertes pouvant être admise annuellement sur le site soit limitée à 20 000 tonnes ou transmettre une demande de modification des conditions d'exploiter auprès du Préfet.
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre du porter à connaissance transmis en mai 2025, l'exploitant a sollicité actualisation des conditions d'accueil des déchets inertes, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'élargissement de la liste des déchets admissibles (dont les mélanges bitumineux sans goudron – code 17 03 02), conformément à l'arrêté du 12 décembre 2014 ; la mise en place de contrôles systématiques (pour s'assurer de l'absence de goudron et d'amiante). <p>Par ailleurs, un second porter à connaissance en date du 28 janvier 2026 demande la modification des conditions d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> une augmentation du tonnage annuel de déchets inertes admis, passant de 20 000 tonnes/an à 120 000 tonnes/an ; une adaptation du phasage d'exploitation intégrant le remblaiement partiel de la fosse ; une actualisation du plan de remise en état et des garanties financières. <p>Cette demande est motivée par une forte demande locale en exutoires pour les déchets inertes du BTP et par la volonté de permettre le remblaiement progressif de la carrière.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'arrêté préfectoral actuel autorise une production maximale de 1,2 million de tonnes/an de granulats (1 Mt/an en moyenne) ; la production effective est actuellement limitée à environ 450 000 tonnes/an, en raison

des capacités de l'installation de traitement ; <ul style="list-style-type: none"> le transport des matériaux fonctionne majoritairement en double fret, limitant l'augmentation du trafic routier liée à l'acheminement des déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Considérant qu'une demande de modification des conditions d'exploiter a été déposé en date du 28 janvier 2026, il est proposé à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure relative à cette prescription. Les modifications des plans de phasage et de remise en état seront actées ultérieurement par arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Mesures de retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 3.2.5 et 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de retombées de poussières
Prescription contrôlée : ARTICLE 3.2.5. MESURES DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement, notamment au niveau des secteurs habités situés aux lieux dits « Le Vauriffier » - ferme du Vauriffier au Nord, « La Ville es Vannier » - Hameau à l'Ouest, « la Pierre » - hameau au Sud et « Thieubry » - Landeneuc ainsi que le Hameau du Thieubry à l'Est doit être mis en place en périphérie de la carrière. L'emplacement des capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 5 correspondants aux secteurs sus mentionnés, est déterminé après accord avec l'inspection de l'environnement - spécialité installations classées. Les mesures des retombées des poussières sont réalisées pendant les périodes d'activité selon une procédure normalisée (NF X 43-007 ou équivalent). ARTICLE 3.2.6. VALEURS LIMITES DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES Les retombées de poussières ne devront en aucun cas dépasser la valeur limite suivante : 350 mg/m ² /jour
Constats : Le dossier de porter à connaissance déposé en mai 2025 prévoit une évolution des modalités de suivi des retombées de poussières. L'exploitant sollicite notamment : <ul style="list-style-type: none"> la modification de la concentration limite en poussières, passant de 350 mg/m²/j à 500 mg/m²/j ; la densification du réseau de surveillance, avec la mise en place de 8 points de mesure, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> - des points en limite de site, - des points en zones habitées, - une station témoin.

- une adaptation de la fréquence de suivi, avec des campagnes trimestrielles, voire semestrielles.

Ces évolutions visent à mettre en cohérence le dispositif de suivi avec les dispositions du plan de surveillance prévu par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis les résultats du suivi des retombées de poussières pour l'année 2025.

Quatre campagnes de mesures ont été réalisées sur 8 points.

L'analyse des résultats met en évidence que la campagne n°3 (août 2025) présente des niveaux particulièrement élevés, conduisant à des dépassements en poussières de la concentration de 500 mg/m²/j.

L'exploitant indique que :

- cette campagne s'est déroulée en période de moissons agricoles, susceptibles de générer des émissions diffuses de poussières ;
- la carrière était à l'arrêt sur cette période (congé estivaux puis maintenance des installations).

Ces éléments suggèrent une influence de sources externes.

Par ailleurs, lors de l'inspection, il a été constaté que les installations de traitement des matériaux (concassage, criblage) génèrent des émissions de poussières, malgré la présence :

- de dispositifs de capotage,
- et d'un système d'aspersion.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre des mesures de réduction supplémentaires pour réduire les émissions de poussières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- Justifier l'origine des dépassements observés lors de la campagne d'août 2025 (analyse croisée des conditions météorologiques, des activités agricoles environnantes et du fonctionnement du site) ;
- Mettre en place, le cas échéant, des investigations complémentaires permettant de distinguer les contributions respectives du site et des sources externes ;
- Proposer et mettre en œuvre des mesures de réduction adaptées afin de limiter les émissions diffuses de poussières (optimisation de l'aspersion, renforcement du capotage etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 5.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir avant le début d'exploitation un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; • les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un plan de gestion des déchets inertes mis à jour en 2022. Toutefois, ce plan n'intègre pas les demandes d'évolutions du site, et notamment ne prend pas en compte les modifications sollicitées dans le cadre du porter à connaissance du 28 janvier 2026, portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'augmentation des volumes de déchets inertes admis ; • la modification du phasage d'exploitation.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réviser le plan de gestion des déchets inertes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : VLE des eaux rejetées : MES

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/03/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux rejetées : MES

Prescription contrôlée :

La société SAS Carrières de Brandefert [...] est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.10. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015 qui prévoit des valeurs limites d'émission des eaux rejetées :

- sous un délai de trois mois pour le paramètre Matières en Suspension (MES).

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats d'analyses de ses rejets aqueux couvrant l'ensemble de l'année 2025 ainsi que le mois de janvier 2026.

Il ressort de l'analyse de ces données que :

- des dépassements de la VLE en MES ont été constatés en janvier et février 2025, ayant conduit à la prise de l'arrêté de mise en demeure ;
- à compter de mars 2025 et jusqu'à janvier 2026, l'ensemble des résultats transmis respecte la VLE applicable au paramètre MES.

Ces éléments traduisent un retour à la conformité des rejets pour ce paramètre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des résultats fournis sur une période de suivi, le retour à la mise en conformité de la carrière peut être considérée comme effective pour le paramètre MES.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : VLE des eaux rejetées : Manganèse

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/03/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux rejetées : Manganèse

Prescription contrôlée :

La société SAS Carrières de Brandefert [...] est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.10. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015 qui prévoit des valeurs limites d'émission des eaux rejetées :

- sous un délai d'un an pour le paramètre Manganèse.

Constats :

Les eaux pluviales collectées sur le site sont dirigées vers un bassin de fond de fouille, assurant une première étape de décantation. Ces eaux présentent un caractère acide, nécessitant une

correction préalable du pH afin de permettre leur rejet dans le milieu naturel.

À cet effet, les eaux sont pompées vers une installation de traitement, comprenant :

- une unité de neutralisation, assurant le mélange de l'eau avec un réactif correcteur de pH, équipée d'une sonde de suivi du pH en continu ;
- deux bassins de décantation en série, permettant un temps de décantation pour les sédiments et de réacidification naturelle du pH ;
- un dispositif de maîtrise du rejet, comprenant une vanne d'isolement et un débitmètre en sortie.

Dans le cadre de la mise en demeure relative au paramètre manganèse, l'exploitant a procédé à une modification de son procédé de traitement :

- le traitement initial, basé sur l'utilisation de calcaire, a été abandonné en raison de sa faible réactivité pour augmenter le pH et de la génération importante de matières en suspension ;
- il a été remplacé par un traitement au lait de chaux, permettant :
 - une remontée plus rapide du pH et donc un abattement plus efficace du manganèse ;
 - une amélioration de la décantation des MES.

Des essais en laboratoire ont été réalisés en amont afin de comparer les différentes solutions.

Lors de l'inspection, il a été constaté que :

- le dispositif de traitement est opérationnel ;
- l'exploitant est en phase d'optimisation des dosages, afin de concilier efficacité du traitement (abattement du manganèse) et maîtrise des coûts d'exploitation.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis une étude réalisée en mai 2025 sur la qualité du milieu récepteur. Les résultats des suivis hydrobiologiques montrent un état écologique globalement moyen du cours d'eau, en amont et en aval du rejet de la carrière, caractérisé par un enrichissement en nutriments (azote et phosphore) et une dominance d'espèces tolérantes à la pollution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les actions engagées par l'exploitant traduisent une prise en compte de la problématique liée au manganèse.

Toutefois, le dispositif de traitement est encore en phase de réglage et d'optimisation.

Il est attendu de l'exploitant qu'il justifie de la conformité des rejets aqueux en manganèse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois